

CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1341

VENDREDI 5 FÉVRIER 2021

2021 : l'année de tous les possibles

Alors que les nouvelles sont mauvaises d'où qu'elles viennent, les vœux d'Olivier Faure pour 2021 sont d'autant plus importants. Car c'est au milieu des grandes crises que naissent les vraies prises de conscience.

« Depuis 2020 le mot "solidarité" n'est plus un gros mot », s'est félicité le Premier secrétaire national du PS. « Les pourfendeurs, d'un État jugé trop interventionniste, sont désormais les premiers défenseurs d'un "quoi qu'il en coûte". Les soignants, les enseignants, les éboueurs sont devenus des héros, le temps d'un premier confinement.

En découvrant le télétravail, nous mesurons que nous sommes fondamentalement des êtres sociaux. Privés de culture, de sport, de vie associative, de bars et de restaurants, nous percevons combien ils sont essentiels à nos vies. Partout, et d'abord dans les quartiers populaires, des initiatives d'entraide et de secours se sont mises en place spontanément, révélant la générosité des Françaises et des Français.

La crise sanitaire a réhabilité l'État providence et elle a révélé ce que le « nouveau monde » vanté par les libéraux, avait d'artificiel. Cette crise est aussi celle d'une idéologie qui a mis en pièce nos capacités de réactions collectives, délocalisé nos industries essentielles, désarmé l'État et dévitalisé nos mécanismes de solidarité. La crise sanitaire vient de mettre fin à 40 années de domination idéologique des libéraux. La société de surconsommation et de gaspillage, le libre-échange sans règle, sont remis en question. »

Au cours des 24 derniers mois, trois combats se sont imposés à l'échelle planétaire. Celui des marches pour le climat, celui de *Black Lives Matter* contre



Justice écologique et sociale

le racisme et les discriminations, celui des femmes qui demandent l'égalité, le droit à l'IVG et la fin de l'omerta avec #MeToo. Tous ces combats revendiquent la même chose : la justice !

La justice écologique et sociale, voilà le fil rouge du projet que le PS va co-construire avec les Français durant tout le premier semestre 2021 !

Parallèlement, se poursuivra le travail de construction d'une nouvelle force politique au cœur de la gauche et de l'écologie. « Toutes celles et ceux - organisations, clubs, think tanks, citoyens engagés - qui pensent indissociables justice écologique et sociale, qui pensent que la République est à la fois le but et le moyen, qui désespèrent des querelles anciennes qui paralysent tout mouvement et tout rassemblement, ont vocation à se retrouver », a précisé Olivier Faure. « Nous tendrons la main à toutes les formations de la gauche et de l'écologie pour engager le dialogue autour d'un projet qui nous soit commun, un véritable contrat de coalition qui nous lie pour les cinq prochaines années. » Après l'année que nous venons de vivre, plus rien n'est impossible. Tant de choses considérées comme inimaginables il y a moins de douze mois appartiennent désormais à notre quotidien. Par conséquent, les vœux d'Olivier Faure ont toutes les chances de se réaliser.



Stop !

« Une balle dans ta tête connard. » Voilà ce que Yohann Nédélec a pu lire dans un commentaire posté sur Twitter le 26 janvier. Il ne faut surtout pas s'habituer à ce que des élus puissent être menacés de mort sur les réseaux sociaux.

Évidemment une plainte a été déposée. Et chacun, même sous couvert d'anonymat, doit savoir que les injures et les menaces sont illégales. Les élus ne demandent aucun passe-droit, aucune indulgence et ils savent que les débats peuvent parfois être rudes. Mais, en aucun cas, les menaces ne peuvent être tolérées. C'est une limite qui ne doit jamais être franchie. Fort heureusement la quasi-totalité des forces politiques brestoises ont immédiatement et clairement condamné ces propos.

C'est maintenant à la Justice de traiter cette affaire et de déterminer ce que mérite la personne qui a proféré ces menaces.

PS29

Un budget solidaire et ambitieux

Solidaire et ambitieux. Voilà comment on peut résumer le budget 2021, adopté par le Conseil départemental du Finistère le 29 janvier. Il s'articule autour de deux axes majeurs : la cohésion sociale et les transitions écologiques.



Toujours à l'écoute de nos partenaires

« **C**e budget est construit en tenant compte de la situation, affrontée de manière réaliste, sur la base des données financières actuellement connues », a, d'emblée, tenu à préciser Nathalie Sarrabezolles car les conseillers départementaux doivent, comme tout le monde, envisager l'année 2021 avec de grandes incertitudes.

« **Nous avons répondu présents en 2020 aux côtés de nos partenaires touchés par la crise, par des appuis techniques et financiers** », a rappelé la présidente du Conseil départemental.

« **Nous avons aussi affiné nos accords de coopération, amélioré l'information, l'interconnaissance, les échanges, nous avons été à l'écoute, tout simplement : c'est par ces moyens également que nous avançons ensemble.** »

« **Le Département, collectivité des solidarités, consacre en moyenne 52% de son budget de fonctionnement, soit 519 millions d'euros en 2021, aux actions et politiques de solidarité : action sociale de proximité, aide sociale à l'enfance, insertion, accompagnement des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, mais aussi les familles et la petite enfance** », a souligné Marc Labbey, vice-président et président de la Commission Solidarités, Enfance, Famille. « **Près de 2 200 agents interviennent quotidiennement dans ces secteurs essentiels auprès des Finistériennes et des Finistériens les plus vulnérables.** »

Le budget 2021 s'inscrit dans cette logique de coopération et d'échanges au service des Finistériennes et des Finistériens. C'est la même ambition qui anime la majorité départementale pour l'année qui vient avec un budget de 998 millions d'euros.

« **À l'heure où l'action sociale est mobilisée plus fortement, ce sont nos politiques de solidarité que nous portons avec engagement, depuis le début du mandat, qui doivent faire face à la hausse de situations individuelles de précarité et d'inégalité** », a insisté Kévin Faure, co-président du groupe *Finistère et solidaires*. « **Face à cette hausse des dépenses dans le domaine social, nos budgets peuvent-ils suivre réciproquement cette hausse ? Heureusement, le pacte de Cahors ou pacte d'étranglement des collectivités locales, a été suspendu pour nous permettre de faire face aux défis majeurs renforcés depuis 2020. Sans un accompagnement fort des territoires dans des aides structurelles plus que conjoncturelles, les prochaines années s'annoncent difficiles pour les Départements.** »

« **Un budget qui répond aux attentes des Finistériens.** »

Cependant la majorité départementale reste déterminée. Plusieurs projets permettent d'illustrer cette ambition. D'abord, un budget participatif jeunesse, dont les contours seront à construire cette année, qui associera aussi bien les collégiennes et collégiens autour de projets de vie dans leurs établissements que les coordinateurs jeunesse dans les territoires. Mais aussi le recrutement de personnels pour renforcer l'accompagnement numérique de toutes et tous et en particulier des personnes les plus éloignées des usages et des ressources numériques. Le premier confinement a en effet mis en



La collectivité des solidarités

exergue l'importance de l'illectronisme. En 2021, le projet alimentaire de territoire va encore contribuer à réduire la précarité alimentaire. En ce qui concerne les transitions, l'année 2021 verra le lancement du projet *Finistère eau potable 2050* et *Finistère cyclable*, mais aussi le plan de rénovation énergétique des bâtiments et la réalisation du bilan carbone de la collectivité. Toutes ces actions iront bien sûr de pair avec l'accentuation de l'engagement en faveur de l'égalité femmes/hommes, avec une attention accrue à la question du respect des droits et de celle des violences, qui ont malheureusement très nettement augmenté depuis la crise.

L'année 2021 verra enfin la finalisation de la démarche d'action pour l'amélioration de l'offre d'accueil des enfants à besoins multiples et des conditions de rémunération des assistantes familiales et assistants familiaux, l'évaluation du schéma *Bien Vieillir en Finistère*, ainsi que la finalisation de la programmation de l'offre d'accueil et de service du schéma handicap *Vivre ensemble...*



Un budget pour accélérer les transitions

« **Nous continuerons, par ailleurs, à porter les projets en faveur d'une nouvelle conception des solidarités, plus en phase avec notre temps, plus efficace et à terme moins coûteuse humainement comme financièrement** », a insisté Nathalie Sarrabezolles.

Paroles de jeunes

Quelques représentants du groupe *Paroles de jeunes* sont intervenus en séance plénière pour présenter le fruit de leurs réflexions sur le thème des jeunes et de la crise sanitaire. Il en ressort des angoisses mais aussi une envie de renforcer encore les solidarités. Et à la question : et maintenant que faut-il faire ? la réponse a été unanime : mettre en place un revenu de base dès 18 ans.

Les contributions du groupe *Paroles de jeunes* sont en ligne sur <https://www.finistere.fr/>

Facs : répondre à l'urgence

La journée de mobilisation dans l'Éducation nationale, du 26 janvier a été particulièrement suivie. Mais ce sont les étudiants qui se sont le plus mobilisés, notamment dans les rues de Brest.



Un profond sentiment d'injustice

Car ils n'en peuvent plus d'être cantonnés chez eux et de suivre des cours en visioconférence. D'autant que ce n'est pas l'enseignement supérieur en général qui est concerné, mais simplement l'université. Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et en BTS continuent de suivre leurs cours en présentiel, même si les effectifs de certaines classes peuvent être plus importants qu'à la fac. Au sentiment de solitude s'ajoute une impression d'injustice et stigmatisation.

Réunis en Assemblée générale les enseignants et les étudiants se sont prononcés pour un retour en présentiel avec les enseignants volontaires, dans le respect des gestes barrières. **« Dans les bibliothèques universitaires, tout le personnel est présent et accueille les étudiants, qui s'inscrivent au préalable »,** explique une des responsables de la BU de Droit. **« S'il est difficile de dénombrer exactement le nombre d'enseignants volontaires, on a au moins là un exemple de ce qui arrive lorsqu'on laisse le choix. »**

« Précarité alimentaire et santé mentale sont les deux urgences. »

Comment faire face à la crise que traverse le monde universitaire ? Pour trouver des solutions, Loïg Chesnais-Girard était, vendredi 29 janvier, à la fac de Brest pour rencontrer les bénévoles de la *Fédé B* qui s'occupent de l'épicerie solidaire AGORAé, mais aussi les étudiants référents, embauchés

par le Crous (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) pour être des relais entre l'administration et les étudiants isolés. Car, dans les universités, la crise se manifeste de deux manières : une progression inquiétante de la précarité et une augmentation des troubles psychologiques.

« L'épicerie solidaire, située dans les locaux de la fac des sciences accueille des étudiantes et des étudiants sur critères de ressources, c'est-à-dire celles et ceux qui disposent de moins de 7,5 euros par jour », ont expliqué Esmeraldina et Maxime. Créée par la *Fédé B*, elle permet à plus de 180 étudiants de se nourrir et de se laver, ont expliqué ces deux étudiants en Droit, au président du Conseil régional qui était accompagné d'Hubert Bruzac, chargé de l'enseignement supérieur à Brest métropole.

Dans le même temps, les restaurants universitaires distribuent des repas à emporter, pour un euro. D'abord réservé aux boursiers, ce tarif est appliqué à tous les étudiants. En une semaine, le nombre de paniers repas vendus a progressé de 40 %.

« Le nombre de repas à 1 euro a progressé de 40 %. »

Avec la précarité alimentaire, la santé mentale est la seconde urgence pour laquelle les autorités universitaires doivent très rapidement trouver des solutions.

À l'université de Bretagne Occidentale, dès le premier confinement, le Crous a embauché des étudiants référents chargés d'aller à la rencontre des étudiants isolés et de maintenir le lien social. Les étudiants étrangers, qui représentent 10 % des effectifs de l'UBO, sont particulièrement vulnérables.



Rouvrez les amphithéâtres !

« Nous devons absolument jouer collectif et être pragmatiques », a insisté Loïg Chesnais-Girard. L'aide sociale aux étudiants n'est pas une compétence de la Région mais face à l'urgence, il fallait qu'elle intervienne. Et qui, mieux que le Crous, dont c'est la fonction, aurait pu intervenir auprès des étudiants.

« Le sentiment d'injustice est d'autant plus grand que les universités, en particulier l'UBO, étaient très en avance sur le respect des gestes barrières », a rappelé Hubert Bruzac.

Les revendications des étudiants sont pourtant claires. Elles ont été résumées par quatre d'entre eux après avoir mené une enquête, à Brest et Quimper. D'abord, rouvrir les universités, dès que possible, dans le respect des règles barrières pour l'ensemble des étudiants et utiliser l'ensemble des lieux vacants à disposition pour permettre aux étudiants de reprendre le chemin de l'université.



Jouer collectif et être pragmatiques

Ensuite, offrir plus d'autonomie aux universités pour gérer les crises : sanitaires, financières, etc., en leur faisant confiance car elles savent gérer et sont les plus proches des attentes des étudiants.

Tout le monde en convient, une année universitaire ne peut se dérouler qu'en distanciel. Cependant, cette solution peut être utilisée mais alors, pour lutter contre la fracture numérique il faut ouvrir les bibliothèques publiques afin d'utiliser leurs ordinateurs et le wifi.

L'ampleur de la crise est telle que la mise en place d'un revenu de base, dès 18 ans, sans être condamné à attendre 25 pour toucher le RSA, devient une urgence.

À Brest, Loïg Chesnais-Girard est venu se rendre compte de l'ampleur de la crise afin d'apporter les réponses les plus pertinentes.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Le projet «Hercule» d'EDF : la fin du service public de l'électricité ?

Dans toute la France, la mobilisation s'organise pour dénoncer et refuser le projet «Hercule». En Bretagne, et singulièrement dans le Finistère, la perspective d'un démantèlement d'EDF a de quoi inquiéter, comme l'explique Tristan Foveau, vice-président de Brest métropole en charge des opérateurs d'énergie et président du Pôle Énergie Bretagne, dans cette Tribune.

« **S**e dirige-t-on vers une remise en cause du service public de l'électricité tel que nous le connaissons ?

La presse relate, depuis quelques mois, le projet de la direction d'EDF de découper ce fleuron national en trois sociétés indépendantes : EDF bleu, contrôlée par l'État et rassemblant les activités liées au nucléaire ; EDF Azur, chargée de la gestion des barrages hydroélectriques sous la forme d'une quasi-régie ; et EDF Vert, pour la distribution d'électricité et les énergies renouvelables, dont le capital serait ouvert au privé.

Un tel projet, qui a reçu le soutien du gouvernement, suscite des interrogations aussi nombreuses que légitimes.

Les consommateurs devront-ils payer ce démantèlement annoncé ? Une remise en cause des tarifs réglementés de vente (TRV) entraînerait inévitablement une hausse pesant sur les factures des usagers du service.

Une politique sociale de l'énergie sera-t-elle encore possible avec l'arrivée d'actionnaires privés au capital ou celle-ci conduira-t-elle à remettre en cause la péréquation tarifaire et l'égalité de traitement des usagers ? Alors que l'électricité est un bien indispensable à la vie, cela signifierait un risque d'aggravation des inégalités.

La même logique commerciale n'emportera-t-elle pas des sous-investissements sur nos réseaux, dans une logique de rentabilité financière plus que de modernisation de nos infrastructures ? Une telle éventualité impacterait directement la qualité de la distribution.

En vérité, ce projet et la manière de le mener remettent en cause le service public tel qu'il s'est historiquement construit, dès la fin du XIX^e siècle, quand l'électrification de notre pays a commencé. Durant des décennies, sous l'action volontariste des communes, un

large et puissant réseau fut édifié pour finir par couvrir la totalité de nos régions. Entre 1923 et 1946, 11 000 kilomètres de lignes électriques de plus de 100 kilovolts furent projetés à travers le pays.



Le 8 avril 1946, au sortir d'une guerre qui a laissé le pays en ruines, le projet de «pool de l'énergie électrique», comme l'appelle alors le ministre communiste de la Production industrielle, voit le jour. C'est la naissance d'EDF, rassemblant les sociétés de production, de distribution et de transport d'électricité. «L'électricité, c'est l'armée de la reprise économique», anticipe alors Marcel Paul.

À l'époque, la création d'EDF conforte la place des collectivités dans la distribution électrique. En effet, les réseaux sont, depuis la loi de 1906 sur les distributions d'énergie, propriété des communes. À travers des entreprises locales de distribution ou des concessions de service public à EDF (puis à Enedis), les collectivités restent à la manœuvre. Elles demeurent également autorités organisatrices pour la fourniture de l'électricité aux TRV (Tarifs Réglementés de Vente).

Aujourd'hui, ouvrir une réflexion sur les mutations possibles d'EDF, afin de faire face aux défis contemporains, est certes tout à fait légitime. Mais le choix d'exclure les acteurs locaux de cette réflexion est antagoniste à l'histoire de ce service public et porteur de menaces pour les usagers.

Enfin, et surtout spécificité bretonne, notre région, éloignée des centres de production d'électricité, souffre d'une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur : 19% seulement de notre consommation est produite en Bretagne. Cette situation de «péninsule électrique», doublée d'une forte augmentation des besoins des Bretonnes et des Bretons (+24% de consommation de 2000 à 2019), appelle donc une vigilance toute particulière sur le sujet de notre avenir énergétique.

À la Libération, l'État a fait confiance aux collectivités et le succès fut total. Pourquoi casser ce qui fonctionne ? Elles sont, aujourd'hui encore et dans leur diversité, tout à fait disposées à relever le défi d'une réflexion approfondie sur notre avenir énergétique. Au gouvernement de saisir la main que nous tendons au nom de l'intérêt général. »

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428

N° 1341 - Vendredi 5 février 2021

www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON

Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère

Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

